

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 7 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **URAP**

1,rue de l'ecluse  
80200 Moislains

Références : 2024-E10032  
Code AIOT : 0005102367

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement URAP implanté 1,rue de l'ecluse 80200 Moislains. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- URAP
- 1,rue de l'ecluse 80200 Moislains
- Code AIOT : 0005102367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union de Coopératives Agricoles URAP à Moislains, a été autorisée, par arrêté préfectoral du 22 février 1985, modifié le 13 juin 1985, à exploiter des installations de stockage d'une capacité totale de 83 376 tonnes de céréales.

L'activité principale de l'établissement de Moislains consiste dans l'exploitation de silos de stockage de céréales, de grains et de produits alimentaires dégageant des poussières inflammables.

La capacité totale de stockage est de 117 612 m<sup>3</sup>.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                     | Autre information |
|----|------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------|
| 6  | Équipements à l'origine de départ de feu | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|-----------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Culture de sécurité         | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3  | Sans objet        |
| 2  | Vérification après travaux  | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4  | Sans objet        |
| 3  | Maintenance                 | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4  | Sans objet        |
| 4  | Entretien de l'installation | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | Sans objet        |
| 5  | Qualification d'équipement  | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Cependant l'exploitant devra fournir sous 1 mois la justification de la prise en compte des observations électriques (OBS 1).

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Culture de sécurité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.<br><br>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitation est réalisée sous la surveillance de M. MARCHANDISE.<br>Cette responsabilité est reprise dans l'organigramme et le contrat de travail.<br>La dernière formation spécifique aux risques Silos a été réalisée en 2022, le contenu reprenant les thèmes incendie/explosion/auto-inflammation.                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

## N° 2 : Vérification après travaux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. |
| <b>Constats :</b><br><br>Vu: exemple de permis de feu correctement renseigné avec le plan de prévention et la visite commune.<br>Une inspection commune est réalisée après travaux.<br>Les moyens de 1ère extinction sont les extincteurs.                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

### N° 3 : Maintenance

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. |
| <b>Constats :</b><br><br>Vu: ex de permis de feu correctement remplis et signés (cf ex précédent)                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                              |

### N° 4 : Entretien de l'installation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]                                 |
| <b>Constats :</b><br><br>Le dépoussiérage est réalisé par un aspirateur certifié ATEX.<br>Le marquage est Ex II 3 DT3, conforme pour la poussière.<br>Un marquage au sol "TEST" en rouge permet de vérifier l'empoussièrément.<br>La poussière est évacuée dans une chambre à poussière avec une évacuation régulière vers un méthaniseur. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

### N° 5 : Qualification d'équipement

|                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Transporteurs à bande                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. |

|                                                             |
|-------------------------------------------------------------|
| <b>Constats :</b><br>Non vu lors de la visite d'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                |

**N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :<br><br>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;<br>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;<br><br>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Vu: dernier contrôle électrique par DEKRA le 30/09/2022.<br>Il comporte 8 observations.<br><br>Le responsable indique que les réparations sont réalisées soit par le service maintenance, soit par une entreprise extérieure.<br><br>L'inspection a vérifié 2 observations :<br>- 5ème étage: bloc électrique de sécurité non allumé<br>- 5ème étage: boîtier de dérivation non fixé<br>Ces 2 observations ne sont pas levées.<br><br><b>OBS 1: Il est demandé à l'exploitant de fournir les justifications de mise en conformité des installations électriques sous 1 mois.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |